

Ce sont les classes moyennes qui se soulèvent

LE MONDE, 03.07.2013

In the developing countries the public manifestations express middle classes that are rising, in the rich countries, that are in decline.

Francis Fukuyama interviendra lors de la séance inaugurale des Rencontres économiques d'Aix-en-Provence, vendredi 5 juillet. Professeur de sciences politiques à l'université Stanford (Californie), le célèbre théoricien de la "fin de l'histoire" livre son diagnostic des mouvements telluriques provoqués par la mise en mouvement des classes moyennes à travers le monde.

Un vent de protestation se lève en Egypte, en Turquie ou au Brésil. Comment interprétez-vous ces mouvements simultanés ?

Ils traduisent surtout l'émergence d'une classe moyenne dans ces pays. Eduquée et différente dans ses comportements, elle exprime d'autres besoins que les populations pauvres. On l'avait déjà constaté en Tunisie avec le "printemps arabe". L'expansion de la démocratie passe toujours par la classe moyenne. Le problème pour elle est de convertir cette protestation en coalition politique.

Est-ce que ce sont les inégalités entre riches et pauvres qui jettent les populations dans la rue ?

Ce ne sont jamais les pauvres qui font les soulèvements, mais les classes moyennes. C'est ce qui s'était passé durant la Révolution française. Certains ministres, comme Turgot et Necker, ont tenté de se rallier les bourgeois, mais ils ont échoué car leur camp ne voulait pas faire de concession. C'est ce qui a fait basculer les classes moyennes françaises dans la Révolution.

Pourtant, ce sont les injustices qui ont provoqué les mouvements du type Occupy Wall Street aux Etats-Unis...

Oui, mais nous sommes là dans un autre cas de figure, celui de pays développés dont la classe moyenne prend conscience de son déclin. C'est l'autre grand phénomène de

ce début de siècle. L'exact contraire de ce qui se passe dans les pays émergents. Dans un cas c'est une classe qui gagne de l'importance et qui attend de la société des choses nouvelles que ne demandaient pas ses parents ; dans l'autre, c'est plutôt l'angoisse de cette même classe moyenne de vivre moins bien que la génération précédente, car elle est la première victime de la mondialisation et des changements technologiques. Deux mouvements qui ont profité aux élites. D'où la colère.

Pourquoi Occupy Wall Street, n'a-t-il pas donné de suite ?

Parce qu'ils ont été justement incapables de se constituer politiquement. Ils savaient contre quoi ils protestaient, mais n'avaient pas de programme. C'est intéressant de comparer avec le mouvement Tea Party, qui, lui, s'est très rapidement inscrit dans le mouvement politique, en poussant ses propres candidats aux élections, pour influencer dans le débat. C'est cela qui est le plus difficile : transformer la colère en pouvoir politique.

L'Europe est-elle menacée par le populisme ?

Il est difficile de parler en général, car l'Europe est très diverse. La Scandinavie, les Pays-Bas ou l'Allemagne font mieux que les Etats-Unis, car ils ont réformé leur marché du travail tout en gardant un haut niveau de protection sociale. Au Sud, en Italie ou en Grèce, il n'y a pas encore de consensus public pour aller dans ce sens.

La situation française est aussi difficile. Est-ce dû au rôle et au poids de l'Etat dans notre pays ?

A mon sens, le problème de la France n'est pas prioritairement une question de poids des impôts ou de la dépense publique, donc de l'Etat, dans le produit intérieur brut, mais de flexibilité du marché du travail. C'est la première mesure à laquelle se sont attaqués les Scandinaves. Ce qui n'empêche pas l'Etat de prendre soin des exclus du système. Mais dans la compétition mondiale, il faut donner plus de liberté aux entreprises.

Ce n'est pas une question de taille de l'Etat, mais de son implication dans l'économie. Beaucoup de partis de gauche en Europe ont engagé cette conversion idéologique, car ils ont compris que les vieilles recettes ne fonctionnent pas dans le contexte de la

compétition mondiale et du changement technologique. Ce n'est pas encore le cas en France. C'est important car tous les pays d'Europe font face à ce déclin des classes moyennes et à la destruction de métiers anciens. Mal géré, cet ajustement peut être un vrai danger pour la démocratie.

Et pourtant, la Chine ne voit pas émerger de contestation structurée, alors qu'elle est une économie de marché dotée maintenant d'une abondante classe moyenne...

La classe moyenne chinoise représente 400 millions d'individus. Leurs attentes sont fondamentalement différentes de celles de leurs parents. Ils sortent de l'université, ils communiquent par les réseaux sociaux. Le pouvoir sait que la croissance va se ralentir avec la fin du modèle fondé sur l'exportation. Or la Chine produit plus de diplômés que ses besoins réels. La classe moyenne est donc à la fois en forte croissance, du fait du développement de la demande intérieure et de la protection sociale, mais aussi de plus en plus frustrée de ne pas trouver les emplois qu'elle souhaite.

Le risque de déstabilisation politique est majeur, ce qui poussera plus encore la Chine à jouer le nationalisme et l'affrontement avec ses voisins pour atténuer les tensions intérieures.